

Paris, le 4 février 2009

## Communiqué de presse

### Plan de relance de l'économie **Les transports collectifs de proximité sur le bord de la route ?**

*Le Premier ministre a détaillé les projets intégrés au plan de relance de l'économie. Les associations d'élus regrettent que l'État, qui s'engage à verser 400 M€ pour les infrastructures routières, ne fasse pas un effort comparable pour les transports collectifs de proximité, malgré les conclusions du Grenelle de l'environnement.*

Les élus locaux déplorent que l'État n'ait pas favorablement répondu à la demande des associations représentant les collectivités locales : soutenir l'investissement dans les transports en commun en site propre et dans le matériel roulant.

En effet, depuis plusieurs années, les réseaux de transports collectifs connaissent une hausse significative de leur fréquentation. Les collectivités territoriales doivent donc investir dans le matériel roulant (trains, métros, tramways, autobus et autocars) pour éviter la saturation des réseaux et améliorer la qualité de services offerte aux usagers. Toutefois, leur situation financière actuelle (dotations de l'État en baisse) et leurs perspectives de recettes fiscales amoindries du fait de la crise ("menaces" sur le versement transport pour les agglomérations) ne leur permettent pas de réaliser tous les investissements nécessaires.

Aussi, les associations de collectivités locales signataires proposaient-elles que l'État apporte son concours dans le cadre du plan de relance. Cet effort financier offrirait, dès 2009, des perspectives commerciales aux constructeurs et à leurs sous-traitants, qui sont souvent les mêmes que dans l'industrie automobile.

Les associations notent néanmoins avec satisfaction que le transport ferroviaire bénéficiera de 300 M€ dans le cadre de l'accélération des Contrats de projets Etat-Région (CPER) ou des plans rails dont malheureusement seulement 72 M€ pour la régénération du réseau ferré. L'étude réalisée en 2005 par l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne indiquait que les subventions de l'État devaient augmenter de 400 M€ par an pendant 10 ans pour permettre la remise à niveau du réseau ferré national (vétusté de plusieurs centaines de kilomètres de voies entraînant des retards importants, usure précoce du matériel, voies laissées à l'abandon...).

Pour les associations d'élus, un doute subsiste : le plan de relance sera-t-il à la hauteur des objectifs de report modal et de réduction des émissions de CO2 fixés par le Grenelle de l'environnement ?

#### **Contacts presse :**

<p><b>GART</b> Pascal Pellerin ou Valérie Rathier Tél. : 01 40 41 18 19 Mèl : <a href="mailto:pascal.pellerin@gart.org">pascal.pellerin@gart.org</a> ou <a href="mailto:valerie.rathier@gart.org">valerie.rathier@gart.org</a></p>	<p><b>ACUF</b> Nathalie Marchand Tél. : 01 42 22 19 19 Mèl : <a href="mailto:marchand@communautes-urbaines.com">marchand@communautes-urbaines.com</a></p>	<p><b>ADCF</b> Katia Paulin Tél. : 01 55 04 89 00 Mèl : <a href="mailto:k.paulin@adcf.asso.fr">k.paulin@adcf.asso.fr</a></p>
<p><b>AMGVF</b> Sébastien Fournier Tél. : 01 44 39 34 65 Mèl : <a href="mailto:s.fournier@grandesvilles.org">s.fournier@grandesvilles.org</a></p>	<p><b>Ville &amp; Banlieue</b> Renée Feltin Tél. : 01 47 00 27 00 Mèl : <a href="mailto:Ville.et.banlieue@wanadoo.fr">Ville.et.banlieue@wanadoo.fr</a></p>	

